

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 143 (1998)
Heft: 9

Rubrik: Nouvelles brèves

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

A L'ÉTRANGER

En France, la « FAR » disparaît...

A la fin juin 1998, la Force d'action rapide (FAR) de nos voisins français a été dissoute. A l'époque de la guerre froide, elle avait été créée dans le but d'intervenir rapidement en première ligne contre un déferlement des forces du Pacte de Varsovie. Elle était l'instrument de solidarité immédiate de la France vis-à-vis de ses alliés, puisque la 1^{re} Armée n'était prévue qu'en tant que deuxième rideau. Actuellement se constitue un commandement de la Force d'action terrestre (CFAT) et un commandement de la Force logistique (CFLT). Ce changement marque la restructuration des forces armées françaises en formations multinationales modulaires adaptées à l'organisation de l'OTAN. L'état-major de la Force d'action terrestre, qui se trouve à Lille, à moins d'une heure de route du SHAPE à Mons, est capable de commander une opération interarmes et interalliée ou, simplement, une force placée sous un commandement interallié. (TTU Europe, 25 juin 1998)

Un drone pour surveiller des centrales nucléaires

CAC Systèmes vient d'être retenu par CEA, EDF et Cogema pour fournir un drone-hélicoptère destiné à la surveillance des centrales nucléaires françaises. Le système *Heliot* peut être télépiloté ou servir comme un hélicop-

tère classique. Sa capacité d'emport dépasse 100 kg et son autonomie atteint 2 h 30. Le premier système devrait être livré fin 1999. (TTU Europe, 2 juillet 1998)

Des robots miniatures pour l'US Army

Dans deux ou trois ans, l'US Army devrait aligner des centaines de robots, de petite taille voire miniatures, programmés pour effectuer des rondes de surveillance sur les bases et dans les bâtiments. Après presque dix années de recherche et de développement en collaboration avec nombre d'entreprises américaines, ces engins devraient permettre une détection plus rapide en cas d'intrusion (avec sa caméra à amplification de lumières résiduelle, il peut suivre un intrus avant l'arrivée des gardes), mais aussi réduire les risques d'accident en cas de fuite chimique ou d'incendie. Le robot, autonome durant une nuit entière, est apte à choisir son parcours, à éviter des obstacles imprévus; il peut également être téléguidé par un opérateur. (Raids, juillet 1998)

Pologne - OTAN: pas de dépenses exagérées pour Varsovie!

«Nous n'élargissons pas l'OTAN pour vous vendre du matériel cher, mais pour avoir des alliés avec qui nous pourrions collaborer efficacement», tel a été le message adressé aux Polonais

par William Cohen, secrétaire américain à la Défense en juin dernier. «La Pologne devrait résister à la tentation d'acheter du matériel ultra-moderne, très cher. Pour le moment, il vous faut vous concentrer sur les éléments fondamentaux nécessaires à votre intégration à l'Alliance», soit la formation des jeunes officiers, l'enseignement de la langue anglaise, la création d'un corps de sous-officiers, le développement des installations de soutien, les systèmes de commandement et l'interopérabilité. (TTU Europe, 2 juillet 1998)

Les « produits stratégiques » suédois: un casse-tête

La notion de « produit stratégique » est devenue un casse-tête pour l'administration suédoise. L'exportation d'un tour tri-axial exige une autorisation, car une machine-outil d'une telle précision pourrait être utilisée pour la fabrication d'un missile, alors qu'un viseur à infra-rouge, fabriqué par Aimpoint et vendu à 80 000 exemplaires aux Etats-Unis, n'a pas besoin de licence d'exportation, parce qu'initialement, il avait été développé pour un usage civil, qu'il ne participe pas à la conception d'une arme de destruction massive ou de la balistique. La même aberration touche une machine produisant des emballages commerciaux spéciaux, parce qu'elle pourrait servir à l'emballage hermétique de produits chimiques à usage militaire! (TTU Europe, 2 juillet 1998)

Le « Challenger-2 » britannique

Alors qu'il est en compétition avec le Leclerc et l'Abrams M-1A2 pour équiper certaines forces armées de la péninsule arabe, le char de combat Challenger-2, produit par Vickers, est introduit dans les unités britanniques de

cavalerie. L'armée de terre a passé commande de 386 Challenger-2, ce qui représente un contrat de 1 milliard de livres, auquel s'ajoute 300 millions pour le support logistique. Le programme Challenger-2 a subi un important retard à cause de la non-conformité des performan-

ces de l'engin avec les spécifications des militaires. (TTU Europe, 2 juillet 1998)

EN SUISSE

5000 appareils de l'OTAN ont survolé la Suisse

Des vols de transit de l'OTAN au profit de l'IFOR ou de la SFOR dans l'espace aérien suisse ont commencé le 23 décembre 1995. Nos contrôleurs enregistraient au début mars 1998 le 5000^e survol du territoire (2494 vols aller, 2506 vols retour). Il s'agit principalement d'appareils de transport, de liaison et de ravitaillement, de C-130 Hercules, de Falcon 20, d'Airbus A 310, d'Extender KC-10 et de C-17 Globemaster.

Compression de personnel au Département de la défense

Au cours du second trimestre de 1998, la compression de personnel a touché 112 personnes au sein du département, ce qui porte les effectifs du département à 16716 personnes au 30 juin 1998. Depuis 1990, 3458 postes de travail ont été supprimés au Département, mais seules 77 personnes ont, jusqu'à présent, été licenciées. L'objectif reste fixé à la réduction de 8000 postes de travail (y compris la privatisation des entreprises d'armement) pour le 1^{er} janvier 2001.

A Aarau: les joueurs de handball accomplissent leur école de recrues au même endroit

La Fédération suisse de handball pousse à la relève en vue des jeux olympiques 2004. Pour ce faire, elle collabore avec l'armée: à titre d'essai en été 1998,

USA: restructurations dans l'industrie de la défense

Situation en 1990				
Firmes	Missiles tactiques	Avions	Lanceurs spatiaux	Satellites
Boeing	X	X	X	X
Ford Aerospace	X			
General Dynamics	X	X	X	
Hughes	X			
Lockheed	X	X	X	X
Loral	X			
LTV	X			
Martin Marietta	X		X	X
Mc Donnell Douglas	X	X	X	
Northrop	X	X		
Raytheon	X			
Rockwell	X	X	X	X
Texas Instruments	X			
Grumman		X		
LTV-Aircraft		X		
General Electric				X
TRW				X

Situation en 1998				
Firmes	Missiles tactiques	Avions	Lanceurs spatiaux	Satellites
Boeing	X	X	X	X
Lockheed Martin	X	X	X	X
Northrop Grumman	X	X		
Raytheon	X			
Hughes				X
Loral Space Systems				X
TRW				X

D'après le Figaro, 19 juillet 1998

Ecoles de recrues d'été: 19 000 recrues sont entrées en service

La plupart des écoles de recrues ont commencé le 13 juillet pour quelque 19 000 hommes et plus de 50 femmes, 4 000 cadres (dont 23 femmes); elles dureront 15 semaines. Une bourse électronique d'emploi et le Service psycho-pédagogique se révèlent une aide précieuse pour ces jeunes soldats.



une douzaine de jeunes joueurs de handball de haut niveau ont pu pour la première fois accomplir leur école de recrues d'infanterie à Aarau et s'entraîner avec leur entraîneur durant ces quinze semaines.

Le DDPS informe...

Les Forces terrestres ont publié en juin une documentation 97.28 dans les trois langues, intitulée *L'armée en bref*. Elle présente la

politique de sécurité, les dangers et les menaces, la doctrine d'engagement, l'instruction, l'articulation et l'organisation de notre armée. Elle peut être commandée à l'Office central fédéral des imprimés et du matériel, 3000 Berne.

Partenariat pour la paix: relations avec les médias pour militaires étrangers

Dans le cadre du Partenariat pour la Paix, les Forces terrestres

ont organisé à Spiez, pour la première fois au mois de mars dernier, un stage de formation aux relations avec les médias. 17 militaires en provenance de 14 pays ont profité de cette offre (Belgique, Bulgarie, Estonie, Grèce, Italie, Lituanie, Macédoine, Norvège, Pologne, Slovaquie, Slovénie, Tchéquie, Ukraine et Hongrie). Ce cours d'une semaine poursuivait deux objectifs: créer la confiance et acquérir la pratique dans les relations avec les médias, écrits et audiovisuels. Un stage identique sera organisé en octobre.

Le rapport Brunner suscite un vif intérêt

Le rapport de la Commission d'étude pour les questions stratégiques suscite un vif intérêt. A la fin mars, près de 5 000 exemplaires avaient été commandés; plus de 13 000 contacts Internet ont été établis sur la page d'accueil du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports.

Modification d'ordonnances touchant l'avancement

Le Conseil fédéral a modifié l'ordonnance sur l'avancement et les mutations dans l'armée, ce qui a des conséquences sur les conditions requises pour l'avancement des officiers. Cette révision concrétise pour tous les commandants d'unité le principe du «grade selon la fonction». Pour eux, les règles concernant l'accomplissement d'un certain nombre «d'années de fonction» et de «jours passés dans le cadre de services d'instruction des formations» sont abrogées. Pour les aides de commande-

ment ayant le grade de capitaine, ces conditions sont réduites de moitié.

Assez d'officiers à partir de l'an 2000?

Le Conseil fédéral a modifié l'ordonnance sur les services d'instruction. Pour les grades de capitaine à colonel, la durée totale des services obligatoires va augmenter, ce qui permettra de garantir l'effectif des cadres de l'armée à partir de l'an 2000. Cette mesure, prise dans le cadre du programme «Progress» destiné à optimiser l'Armée 95, n'anticipe pas sur un futur modèle d'armée.

Société des officiers de Neuchâtel: Forum «Demain l'armée?»

La Société des officiers de Neuchâtel invite les jeunes en particulier, mais plus globalement, toutes celles et tous ceux qui se sentent concernés par une nouvelle politique de sécurité, par le nouveau défi de notre armée. Le rendez-vous est donné au Forum qui traitera du thème de «Demain l'armée?». Il aura lieu à Neuchâtel, le jeudi 15 octobre 1998, à 18 h 30, à l'aula de l'Université, avenue du 1^{er}-Mars 26. Après une courte partie introductive au cours de laquelle s'exprimeront quatre personnalités civiles et militaires, nous souhaitons ouvrir un large débat, constructif, innovateur où tous les avis seront les bienvenus. La rencontre pourra ensuite se poursuivre au Café du 1^{er}-Mars, Casino de la Rotonde où un repas pourra être pris (menu à Fr. 25.- ou pizzas au choix). Renseignements: Société des officiers de Neuchâtel, Lt-col Membrez Gaëtan, président, rue Buchaux 7, 2022 Bevaix, tél. 032/846 26 74.

Une exposition au Musée militaire vaudois à Morges

Dans le cadre du bicentenaire de la Révolution vaudoise, le Musée militaire vaudois à Morges présente jusqu'au 1^{er} novembre prochain une exposition temporaire consacrée aux Vaudois au service de France (1789-1798). Ouverture: du mardi au vendredi de 10 h à 12 h, de 13 h 30 à 17 h; samedi, dimanche et jours fériés de 13 h 30 à 17 h. Visites commentées sur demande (tél 021/804 85 56).

Les soldats vaudois des régiments de Châteaueux, d'Ernst et des Gardes suisses ont joué un rôle considérable dans le processus révolutionnaire du Pays de Vaud. Durant l'été 1789, une mutinerie se produit au régiment de Châteaueux, dans laquelle Vaudois et Genevois jouent un rôle important; les officiers, soutenus par les notables des villes de la Côte, réclament l'égalité de traitement avec leurs homologues bourgeois de Berne.

VAUDOIS AU SERVICE DE FRANCE (1789 - 1798)



12 juin au 1^{er} novembre 1998



MUSÉE MILITAIRE VAUDOIS

CHÂTEAU DE MORGES